

Observatoire État des lieux des réseaux d'initiative publique

🕒 **Thierry JOUAN**, Chef de mission - AVICCA

ÉTAT DES LIEUX DES RÉSEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE

Thierry JOUAN
Chef de mission - AVICCA



Cet observatoire va faire le bilan de l'activité des RIP sur l'année 2016, principalement sous l'angle des RIP 2G, et nous aborderons ensuite un aspect essentiel et particulièrement important, celui de la structuration et de la gestion des données constitutives de ce formidable patrimoine qui est en train de se construire.

LE CAP DU MILLION DE PRISES FTTH

Observatoire ARCEP des marchés des CE (T2 2016) des services fixes HD et THD (suivi des déploiements)*	Total	Croissance annuelle
Prises FTTH via des RIP	919 000	30%
NRA ZO en service	1 967	0%
dont NRA ZO dégroupés	422	0%
NRA MeD en service	1 624	78%
dont NRA MeD dégroupés	1 167	93%

(*) Observatoire des marchés des communications électroniques - Services fixes haut et très haut débit (suivi des déploiements) 2^{ème} trimestre 2016 : <http://www.arcep.fr/index.php?id=13334>

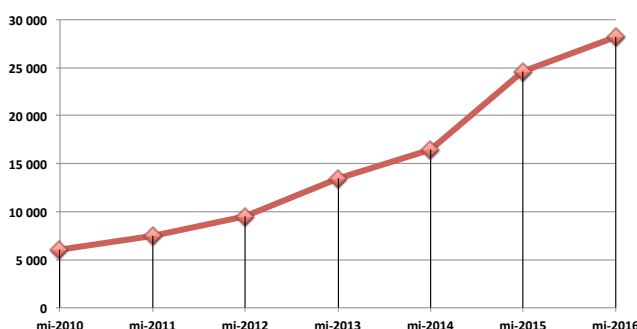


Le cap du million de prises FttH

Les RIP poursuivent leur expansion sur le FttH, avec une progression de 30% du nombre de prises déployées sur un an, pour atteindre 919 000 prises (observatoire de l'Arcep du 2^{ème} trimestre 2016). On peut raisonnablement penser qu'aujourd'hui le cap du million de prises déployées est en passe d'être atteint. Le déploiement des RIP FttH est bien en marche !

La montée en débit sur cuivre profite de cette dynamique avec près de 180 PRM mis en service au cours du 2^{ème} trimestre 2016 pour un total de 1 624. Et la demande reste soutenue puisque près de 1 400 étaient en cours de déploiement, et que de nouveaux projets mobilisant cette solution pour traiter les urgences sur les territoires ont été lancés depuis. Un point d'attention cependant : qui dit PRM ne signifie pas systématiquement que plusieurs opérateurs alternatifs soient présents. Nous maintenons notre vigilance sur le sujet notamment sur les conditions opérationnelles de mises en œuvre de l'offre. C'est pourquoi nous avons à nouveau sollicité l'Arcep pour organiser une multilatérale qui devrait avoir lieu début 2017, pour échanger sur le sujet et voir comment améliorer cette mise en œuvre. Ce sera également l'occasion d'avoir l'avis de l'Autorité sur l'évolution envisagée sur cette offre, notamment dans le cadre des analyses de marchés.

PLUS DE 28 000 ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CONNECTÉS EN FIBRE OPTIQUE*



(*) Opérateurs ayant répondu sur cette thématique à l'enquête (2016) de l'AVICCA : Altitude Infrastructure, Covage, Axione, SFR, Orange, Alsatis, Tutor, Nomotech, CD Haute-Marne, Métropole Rouen Normandie, CA Nîmes Métropole, CM'IN, Quentio, THD Seine, SleA, SPL RIN, CA Reims Métropole, CA Soissonnais



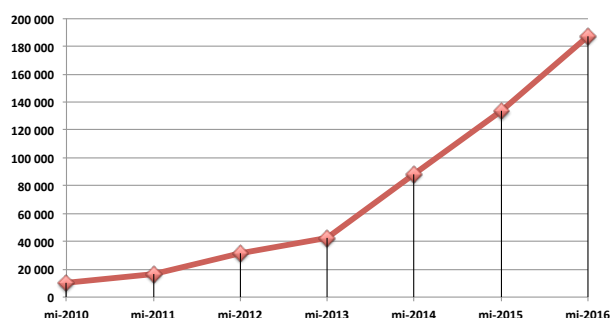
Plus de 28 000 entreprises et établissements publics connectés en fibre optique

Regardons maintenant du côté des clients de ces réseaux avec les résultats de notre enquête annuelle effectuée auprès des opérateurs d'opérateurs, sur la base de leur bilan commercial consolidé à mi-2016. Je tiens à les remercier de leurs contributions, car cet exercice est important, il permet de qualifier objectivement l'action publique menée et d'en mesurer les effets dans le temps. L'assiette des contributeurs évolue légèrement d'année en année, il faut en tenir compte dans l'interprétation du bilan (leurs noms apparaissent en bas de page).

On voit la progression sur les 6 dernières années du marché de la BL0D. La croissance reste forte en 2016, avec +20% sur le marché entreprises et +6% sur le nombre d'établissements

publics raccordés en fibre. Après l'accélération sur 2015, liée à de nombreuses ouvertures de réseaux, cette progression devrait se stabiliser pour ne correspondre qu'à l'amélioration des performances des RIP existants. Il n'y a plus de RIP déployés spécifiquement sur l'axe développement économique, sauf celui de la Métropole de Lyon attribué à Covage en septembre 2015.

PRÈS DE 200 000 CLIENTS FINAUX EN FTTH*



(*) Opérateurs ayant répondu sur cette thématique à l'enquête (2016) de l'AVICCA : Altitude Infrastructure, Covage, Axione, SFR, Orange, Alsatis, Tutor, Nomotech, CM'IN, Quentio, THD Seine, SleA



Près de 200 000 clients finaux en FttH

Pour ce qui concerne le FttH, la croissance du nombre d'abonnements se conforte, avec près de 200 000 clients à mi-2016, soit un taux de pénétration de près de 20% sur les RIP, à comparer aux 27% observés au niveau national. On commence à mesurer l'effet du Plan France Très haut débit avec des abonnements provenant de RIP 2G. Ceci est dû au décalage temporel existant entre le lancement des procédures, l'attribution des marchés et, *in fine*, l'arrivée des abonnés sur les réseaux. Citons quelques chiffres : 7 300 abonnés sur la Manche ; 11 000 en Auvergne ; 13 000 dans l'Oise ; et 26 000 dans l'Ain où Orange est présent depuis peu.

LA CROISSANCE DES RIP SE POURSUIT

Enquête AVICCA auprès des opérateurs de RIP* (bilan commercial consolidé à mi-2016)	Total	Croissance annuelle
CA consolidé (2015)	462 M€	8%
Entreprises connectées en fibre optique	18 784	20%
Services publics connectés en fibre optique	9 414	6%
Usagers finaux grand public en lignes activées (DSL, WiFi, WiMAX)	959 557	-6%
Clients finaux en FTTH	187 432	41%

(*) Opérateurs ayant répondu à l'enquête (2016) de l'AVICCA : Altitude Infrastructure, Covage, Axione, SFR, Orange, Alsatis, Tutor, Nomotech, CD Haute-Marne, Métropole Rouen Normandie, CA Nîmes Métropole, CM'IN, Quentio, THD Seine, SleA, CA Soissonnais

La croissance des RIP se poursuit

La croissance des RIP se poursuit. Au global, +8% sur le chiffre d'affaires, ce qui est correct vu le contexte actuel. Si la part liée au dégroupage DSL et au marché pro est encore prédominante, le FttH commence à compter.

On observe une baisse sur le DSL et l'hertzien qui s'explique par l'érosion du côté SFR et le désengagement de Bouygues sur les RIP pour le DSL, et pour l'hertzien par les projets de montée en débit sur cuivre. Mais les RIP permettent aujourd'hui à près de 1,2 millions d'usagers finaux d'avoir accès au haut débit, voire au très haut débit, ce qui est loin d'être négligeable au niveau national.

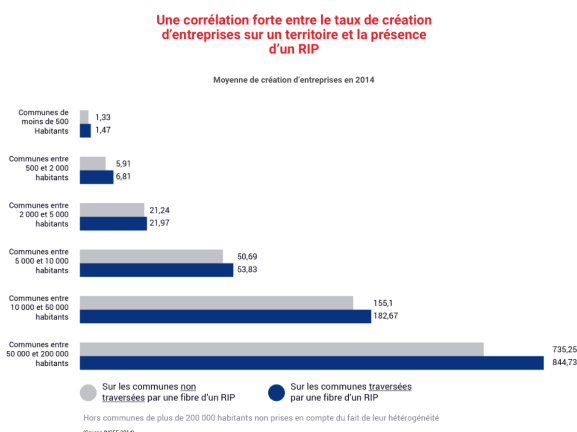
RIP 2G ENTRÉS EN EXPLOITATION EN 2016

- Doubs (SMIX)
- 93/95 partiel (Debitex)
- Eure-et-Loire (SM)
- Val-de-Marne (CD)
- Loire (SIEL 42)
- Bretagne (Megalis)
- Eure (SM)
- Seine-et-Marne (SM)
- Freyming-Merlebach (CC)
- Warndt (CC)
- ...

RIP 2G entrés en exploitation en 2016

Tout cela va continuer à croître puisque de nouvelles mises en exploitation ont été opérées en 2016 et viendront alimenter mécaniquement le nombre d'abonnements dans les prochains mois. Une partie des projets concernés apparaissent sur cette diapositive.

OBSERVATOIRE 2016 FIRIP / CDC* : LES RIP ACCÉLÈRENT LA CRÉATION D'ENTREPRISES



(*) Observatoire FIRIP/Caisse des Dépôts (CDC) 2016 des entreprises intervenant dans les Réseaux d'Initiative Publique (RIP) : <http://www.firip.fr/firip/2016/04/lobservatoire-des-rip-2016.html>

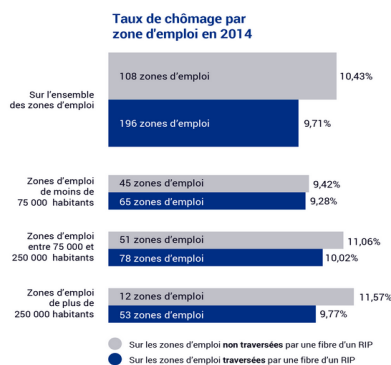


Observatoire des RIP FIRIP/CDC - Les RIP accélèrent la création d'entreprises

À l'aube du déploiement et de l'exploitation de nouveaux RIP dits 2G, dont l'effet d'échelle est sans commune mesure avec la vague précédente, il est intéressant de rappeler l'importance de l'impact des RIP de 1^{ère} génération sur nos territoires.

Si certains effets sont très concrets et faciles à observer (amélioration de l'attractivité et la compétitivité des territoires couverts ; émergence d'une nouvelle filière industrielle pour la conception, la construction et l'exploitation de ces réseaux avec ses propres effets en termes d'emplois et d'investissements...), d'autres nécessitent en revanche une analyse plus fine. La 4^{ème} édition de l'observatoire réalisé par la FIRIP et la CDC apporte quelques éléments de réflexion complémentaires. Parmi les « externalités positives » misent en exergue dans le cadre de cet observatoire, l'une concerne la corrélation entre le taux de création d'entreprises sur un territoire et la présence d'un RIP, notamment pour les communes entre 50 000 et 200 000 habitants.

**OBSERVATOIRE 2016 FIRIP / CDC* :
LES RIP ONT UNE ACTION BÉNÉFIQUE EN TERMES D'EMPLOI**

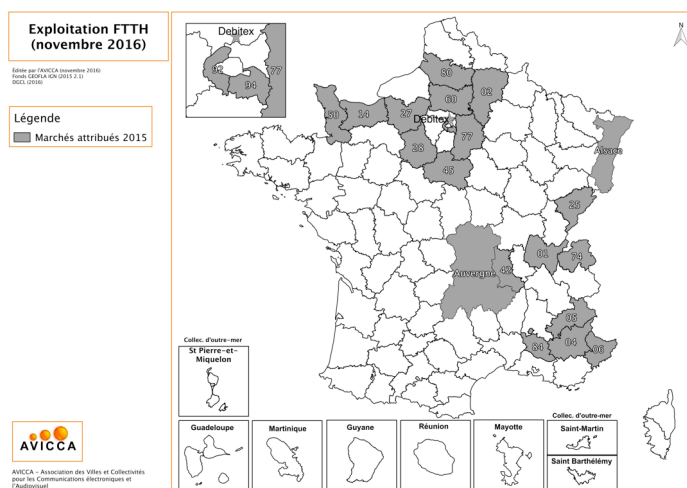


(*) Observatoire FIRIP/Caisse des Dépôts (CDC) 2016 des entreprises intervenant dans les Réseaux d'Initiative Publique (RIP) : <http://www.firip.fr/firip/2016/04/observatoire-des-rip-2016.html>

Observatoire des RIP FIRIP/CDC - Les RIP ont une action bénéfique en termes d'emploi

L'autre concerne la corrélation entre la présence d'un RIP et un taux de chômage plus faible. Outre la pérennisation de la filière, le déploiement des RIP 2G devrait permettre de conforter ces effets induits. Je vous renvoie à la lecture de ce 4^{ème} observatoire, accessible sur le site de la FIRIP via le lien indiqué en bas de page.

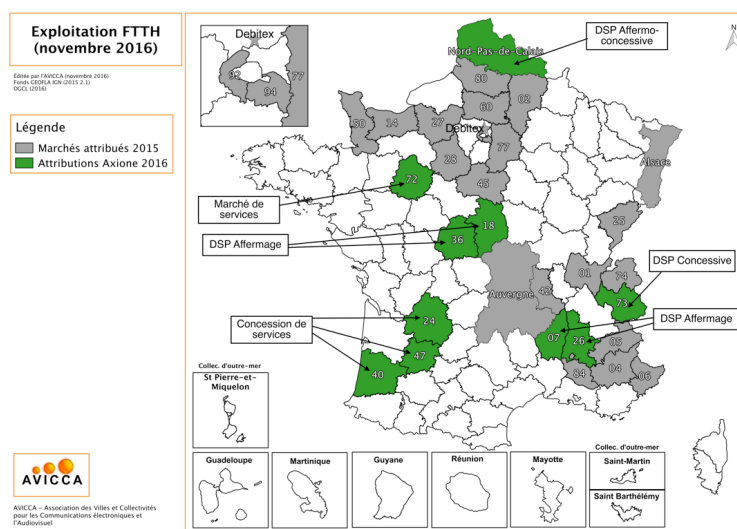
21 RIP 2G (26 DÉPARTEMENTS) ATTRIBUÉS EN NOVEMBRE 2015



21 RIP 2G (26 départements) attribués en novembre 2015

Toujours sur l'actualité des RIP, mais cette fois sous l'angle des attributions de marchés relatifs à l'exploitation de RIP 2G qui ont ponctué l'année 2016, trois acteurs ont tiré leur épingle du jeu.

ATTRIBUTIONS AXIONE DEPUIS NOVEMBRE 2015

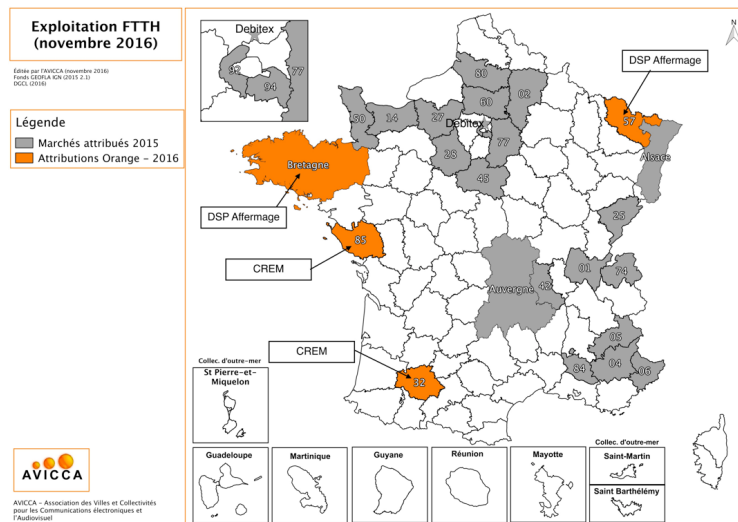


Attributions Axione

Si l'année 2015 a été l'année Altitude, il semble que cette fois c'est Axione qui remporte la palme, avec pas moins de 6 marchés gagnés, dont certains très récemment :

- attribution de deux affermages sur des initiatives bi-départementales, les territoires du Cher et de l'Indre, ainsi que ceux de la Drôme et de l'Ardèche dont les projets sont respectivement portés par les syndicats mixtes Touraine Cher Numérique et Ardèche Drôme Numérique ;
- attribution d'une DSP concessive sur la Savoie et plus récemment d'une DSP affermo-concessive sur la région des Hauts-de-France, sur le Nord et le Pas-de-Calais, un projet de près de 700 000 prises qui vous sera présenté d'ici quelques minutes ;
- et enfin tout dernièrement, le 7 novembre, attribution d'une concession de services sur une durée de 16 ans par la SPL Nouvelle-Aquitaine THD. Cette dernière a signé simultanément 3 affermages avec ses primo actionnaires, les SMO Lot-et-Garonne Numérique, Périgord Numérique et le Syndicat d'Équipement des Communes des Landes.
- D'autres formes sont également mises en œuvre, à l'image de la Sarthe, avec un marché de services d'un an renouvelable 5 fois.

ATTRIBUTIONS ORANGE DEPUIS NOVEMBRE 2015

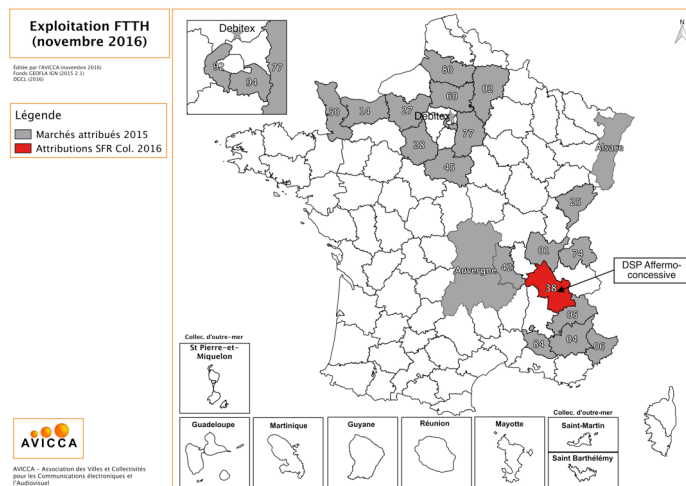


Attributions Orange

Autre acteur particulièrement actif, Orange, avec 4 marchés :

- 2 affermages : un projet à l'échelle régionale sur les 4 départements de la Bretagne, attribué en décembre 2015 et qui a fait l'objet d'une présentation lors de notre colloque en avril 2016 ; et un second plus récent sur la Moselle, qui sera présenté aujourd'hui, un projet de 160 000 prises et un des rares où l'exploitant du RIP 2G est différent de celui du RIP 1G, en l'occurrence SFR Collectivités.
- 2 CREM, marchés de conception, de réalisation et d'exploitation ou de maintenance, ont été attribués sur le Gers et en Vendée.

ATTRIBUTION SFR COLLECTIVITÉS DEPUIS NOVEMBRE 2015

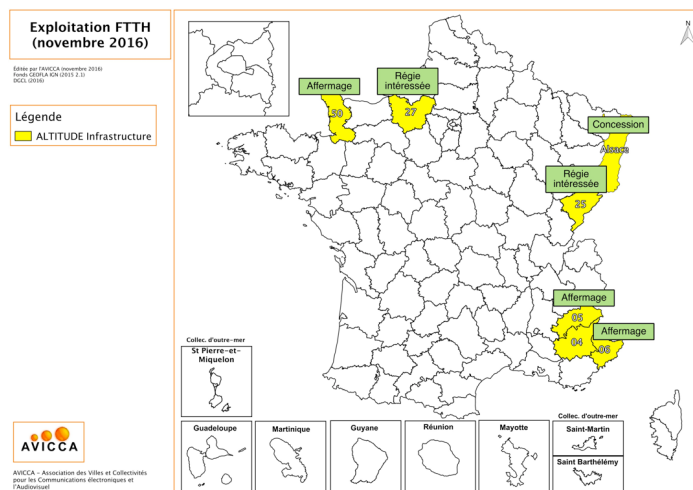


Attributions SFR

SFR Collectivités s'est vu attribuer une DSP affermo-concessive sur le département de l'Isère. Il s'agit d'un projet important de plus de 300 000 prises en phase 1 qui met l'accent sur la coopération entre le département et les EPCI, et qui fera également l'objet d'une présentation aujourd'hui.

Pour conclure, on peut dire que 2016 est une année encore florissante pour les opérateurs d'opérateurs, ce qui laisse présager une croissance des indicateurs précédents dans les mois qui viennent.

ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITE 6 RIP 2G SUR 8 DÉPARTEMENTS

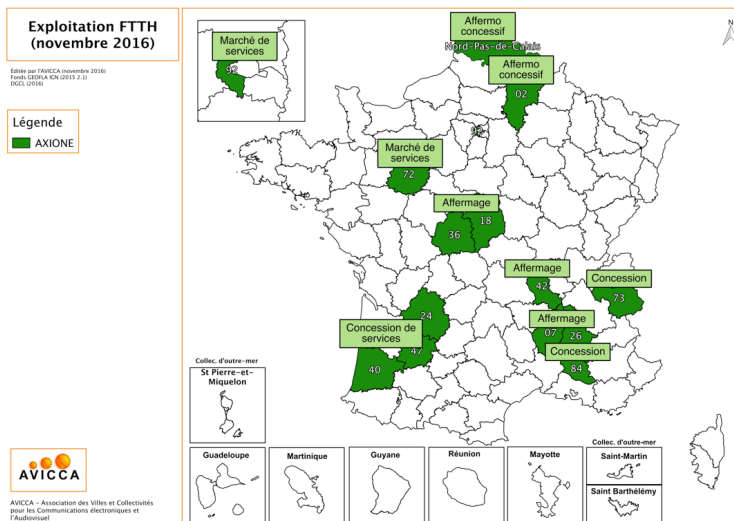


Altitude Infrastructure exploite 6 RIP 2G couvrant 8 départements

Voyons ce que cela donne en terme de couverture géographique pour chaque opérateur. Il s'agit juste de visualiser l'empreinte géographique de chacun et non de faire des comparaisons qui n'auraient pas de sens, les situations recouvrant de réelles disparités (densité, nombre de prises, montages, phasage...).

Par ordre alphabétique, commençons avec Altitude qui exploitera 6 RIP 2G, tous ces marchés ayant été attribués durant l'année 2015, dont 2 de courte durée (le Doubs et l'Eure) sous forme de régie intéressée.

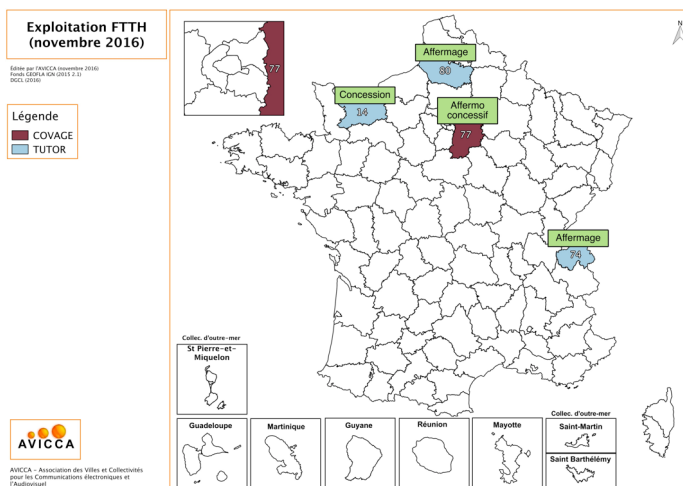
AXIONE EXPLOITE 10 RIP 2G SUR 15 DÉPARTEMENTS



Axione exploite 10 RIP 2G sur 15 départements

Avec les récentes attributions, Axione exploitera à terme 10 RIP 2G, avec une réelle diversité dans les montages. Dans deux cas, Axione est attributaire de marchés de services (exploitation et maintenance) : Sarthe et THD92. Il s'agit donc de marchés de courte durée.

COVAGE & TUTOR EXPLOITENT 4 RIP 2G SUR 4 DÉPARTEMENTS

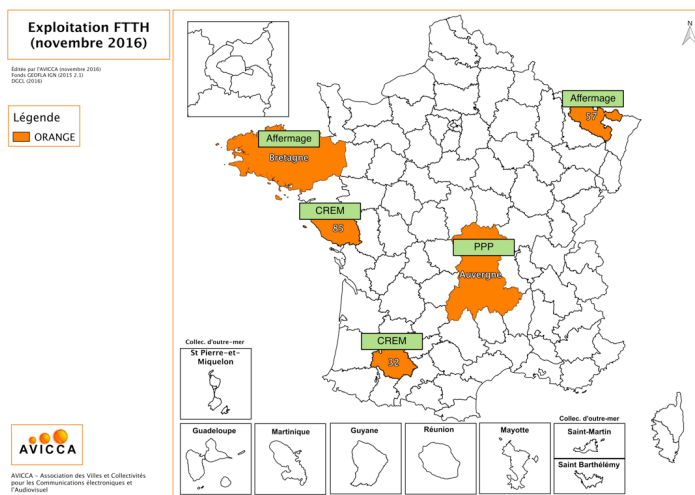


Covage & Tutor exploitent 4 RIP 2G sur 4 départements

Nous avons regroupé Covage et Tutor sur la même carte, en vue du rapprochement de ces sociétés. Le président de Covage en dira peut-être un peu plus durant son intervention lors de la

table ronde consacrée aux opérateurs neutres. N'apparaissent pas ici les offres activées basées sur des réseaux passifs exploités par des collectivités via des régies, à l'échelle intercommunale (Nîmes, Béziers, Alès, Châtelleraut, Calais, Cambrai, Valenciennes) et départementale (sur les Yvelines).

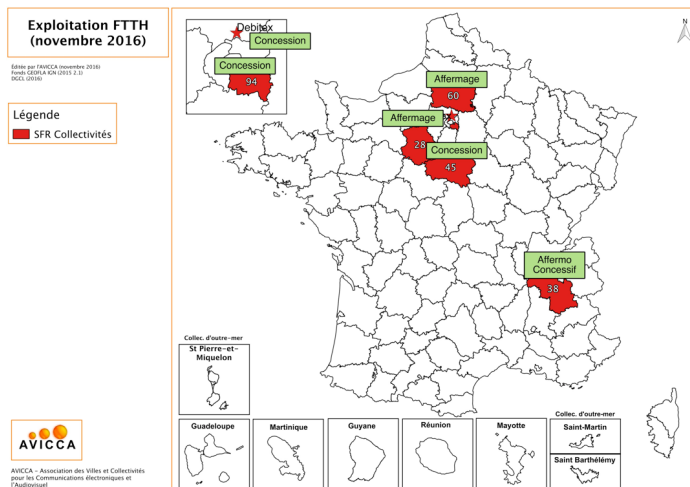
ORANGE EXPLOITE 5 RIP 2G SUR 11 DÉPARTEMENTS



Orange exploite 5 RIP 2G sur 11 départements

Orange exploite 5 RIP 2G dont 2 à l'échelle régionale : Mégalis pour la Bretagne, et l'Auvergne, premier RIP 2G et premier RIP 1G d'Orange.

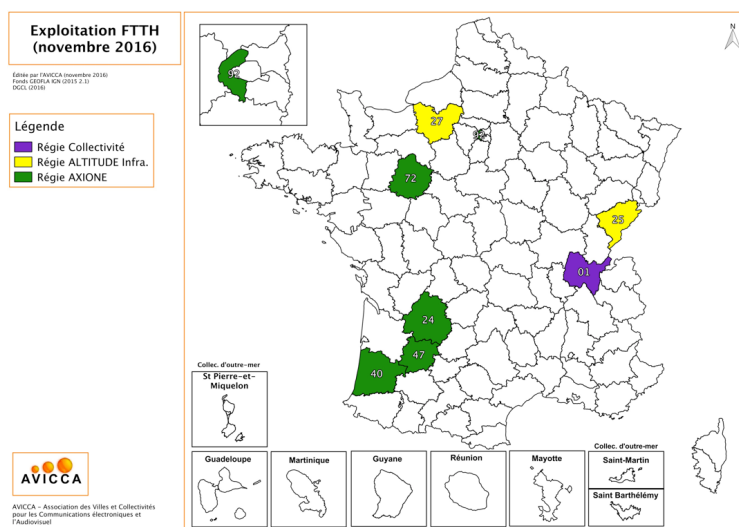
SFR COLLECTIVITÉS EXPLOITE 6 RIP 2G SUR 6 DÉPARTEMENTS



SFR exploite 6 RIP 2G sur 6 départements

SFR exploite 6 RIP 2G départementaux sous forme d'affermage et de concession. Notez le cas particulier de Débitex, représenté par une étoile sur la carte, qui couvre des communes de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise, et sur lequel des discussions sont en cours pour que le dossier soit porté par chacun des deux départements.

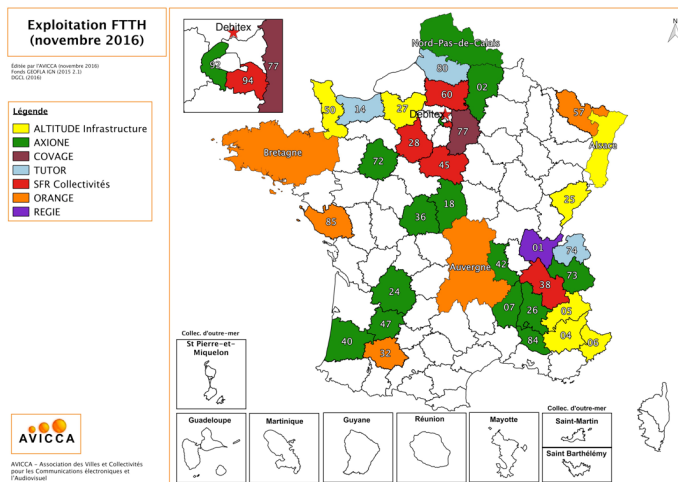
6 RIP 2G SONT EXPLOITÉS EN RÉGIE OU SPL SUR 8 DÉPARTEMENTS



6 RIP 2G sont exploités en régie ou SPL sur 8 départements

Certaines collectivités ont fait le choix d'exploiter leur réseau sous forme de régie. Soit directement, cas du SleA, soit avec l'aide d'un opérateur privé. Il s'agit généralement de marchés de courte durée qui donnent ainsi la possibilité de s'articuler et s'inscrire dans une démarche ultérieure menée sur un périmètre plus large, au niveau régional par exemple.

45 DÉPARTEMENTS SONT COUVERTS PAR UN RIP 2G



TRIP 2016

30

ATCS

45 départements sont couverts par un RIP 2G

Au total, pas moins de 45 départements sont donc couverts par des RIP 2G soit en exploitation soit en cours de déploiement.

PRINCIPAUX OPÉRATEURS EXPLOITANTS DE RIP



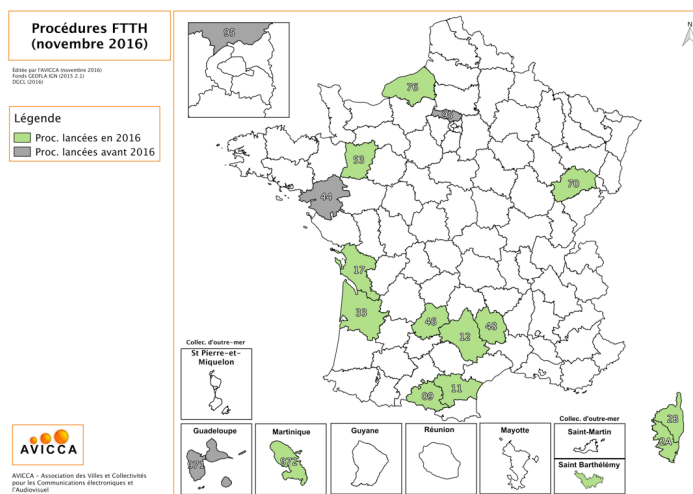
Principaux opérateurs exploitants de RIP

Ce qui me fait une transition naturelle vers ce synoptique qui représente l'ensemble des exploitants de RIP, 1G ou 2G. En termes de lisibilité, je préfère vous renvoyer au support de présentation ou sur notre site, mais il permet de visualiser aussi les RIP de 1^{ère} génération qu'il ne faut pas oublier. Ils poursuivent leur déploiement et représentent un investissement de

3 milliards d'euros, à mettre en relation avec les 12 milliards d'euros d'investissement pour les RIP dits de 2^{ème} génération.

D'autres acteurs apparaissent sur ce synoptique, notamment Alsatis et Nomotech, qui sont toujours présents et très actifs sur les territoires. TDF pourrait également faire son apparition puisqu'il répond à plusieurs procédures actuellement.

14 PROCÉDURES EN COURS SUR 16 DÉPARTEMENTS



14 procédures en cours sur 16 départements

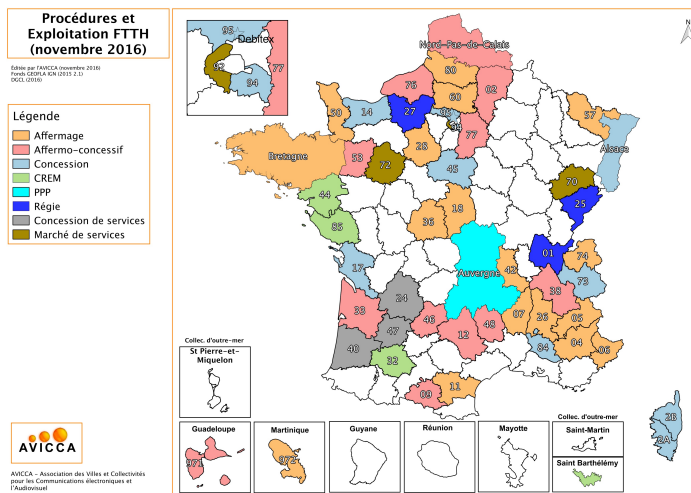
La dynamique se poursuit puisque 14 procédures sont en cours sous différentes formes : la concession (Val-d'Oise, Corse et Charente-Maritime) ; l'affermage (Martinique et Aude) ; l'affermo-concessif (Guadeloupe, Seine-Maritime, Ariège, Aveyron, Lot, Lozère, Mayenne et plus récemment en Gironde) ; le CREM (Loire-Atlantique et Saint-Barthélemy) ; le marché de services (Haute-Saône).

Je voudrais aussi citer la procédure lancée par la collectivité territoriale de Guyane sur une concession portant sur l'établissement et l'exploitation d'un câble sous-marin reliant la Guyane à l'Europe continentale et qui devrait aboutir prochainement. Il illustre une problématique importante pour les territoires ultra-marins qui est la continuité territoriale.

On peut aussi citer l'attribution en octobre par Mayotte d'un marché, mais cette fois sur un projet de montée en débit et de collecte.

Pour finir, le projet THD92 n'apparaît pas mais il fait l'objet d'une cession, ce qui fera mécaniquement baisser le nombre de prises FttH déployées par des RIP.

61 DÉPARTEMENTS SERONT COUVERTS PAR UN RIP COURANT 2017



61 départements seront couverts par un RIP 2G courant 2017

Si l'on représente sur une carte l'ensemble des territoires faisant l'objet d'une initiative de RIP 2G, on obtient cette carte qui dessine la situation courant 2017, avec 61 départements couverts. Cela permet de mesurer le chemin qu'il reste à parcourir pour assurer une couverture globale sur l'ensemble du territoire national.

Cette carte permet également de voir la répartition des différents types de montages utilisés et met en évidence une prédominance d'affermages, de montages affermo-concessifs ou de concessions. Le choix du montage est lié à de nombreux considérants : partage du risque, niveau d'engagement, prise en compte des RIP existants.

REGROUPEMENTS DE COLLECTIVITÉS

- SPL
 - Nouvelle Aquitaine THD (Dordogne, Landes et Lot-et-Garonne)
 - Bourgogne - Franche-Comté (départements de la région)
- Groupements de marchés :
 - Deux-Sèvres/Vienne
 - Aveyron/Lot/Lozère
- PACA THD intégration des Bouches-du-Rhône et du Var et évolution vers un SMO de SMO
- Délégation de compétence du RIP 36 au SMO Touraine Cher Numérique
- Grand-Est pour fédérer les départements



Regroupements de collectivités

Pour mener à bien ces projets, on remarque une tendance au regroupement sur certains territoires sous différentes formes, que ce regroupement soit préalable au lancement d'une procédure ou qu'il soit mis en œuvre pour intégrer de nouveaux territoires à une démarche déjà lancée. Ce n'est pas nouveau, nous l'avons déjà vu pour des RIP 1G, avec par exemple le Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, ou Dorsal... Dans le Plan France Très haut débit, l'État a d'ailleurs incité à ces regroupements sous forme de prime, notamment afin de peser face aux opérateurs privés pour la partie exploitation.

- Certains territoires ont ainsi créé une SPL : la SPL Nouvelle-Aquitaine THD avec les départements de la Dordogne, des Landes et du Lot-et-Garonne et plus récemment de la Charente et du Limousin (et peut-être plus à terme, puisque le portage n'est pas fermé à d'autres acteurs de la nouvelle région) ; ou encore la SPL Bourgogne - Franche-Comté.
- D'autres s'orientent sur des groupements de commandes, à l'image des Deux-Sèvres et de la Vienne ou encore du trio Aveyron, Lot et Lozère.
- Des collectivités souhaitent intégrer d'autres territoires et évoluer en utilisant la possibilité de faire un SMO de SMO. C'est le cas de PACA THD qui a intégré les Bouches-du-Rhône et le Var, et qui souhaite utiliser cette possibilité pour intégrer le SICTIAM et s'orienter vers les usages et les services.

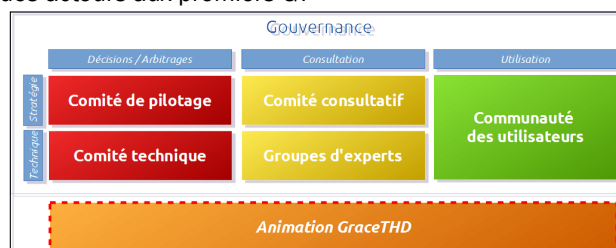
D'autres possibilités existent :

- la délégation de compétence : c'est ce qui a été fait par le RIP36 auprès du SMO Touraine Cher Numérique ;
- ou encore l'intégration de territoires dans une nouvelle procédure, comme dans le cas de la région Grand Est, pour fédérer les départements.

Nous sommes encore dans le temps normal de structuration de la démarche pour ce type d'initiative.

GRACETHD EST ENTRÉ EN PHASE D'EXPLOITATION ET SE DÉVELOPPE DANS UNE LOGIQUE DE PARTENARIAT ENTRE LES ACTEURS

- Évolution de la gouvernance pour favoriser la collaboration des acteurs
- Structuration du Comité consultatif en 4 groupes (éditeurs, opérateurs, constructeurs, conseils)
- Intégration des MoE au Comité consultatif
- Organisation de GT thématiques (ingénierie fibre, génie civil, outil de contrôle...) en fonction des capacités de mobilisation de ces acteurs
- Participation active des acteurs aux premiers GT



GraceTHD est entré en phase d'exploitation - logique de partenariat entre les acteurs

Nous avons beaucoup parlé de procédures et d'attributions de marchés, mais il ne faut pas oublier l'étape essentielle qui est la construction du réseau.

L'Arcep et la Mission France Très haut débit ont travaillé à l'harmonisation des règles de déploiement au niveau national afin d'assurer la pérennité des réseaux déployés et l'efficacité de leur exploitation dans le temps. C'est un travail à poursuivre.

Mais au niveau local, il faut aussi se donner les moyens de contrôler ces déploiements et de maîtriser ce patrimoine durant tout le cycle de vie des projets. C'est là qu'intervient GraceTHD qui, en permettant aux acteurs de parler le même langage, assure l'interopérabilité des données produites et permet leur interprétation, leur visualisation et leur contrôle.

Depuis sa standardisation intervenue fin 2015, le modèle est en phase d'exploitation, il est mis en œuvre sur le terrain et est cité dans les cahiers des charges des collectivités ainsi que dans les conventions de financement de la Mission France Très haut débit.

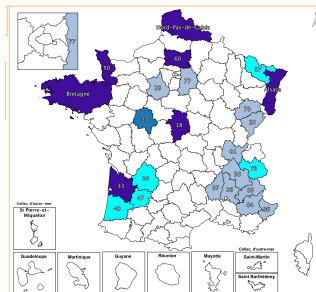
Pour autant, nous sommes encore au tout début de l'histoire. Il faut maintenant que tous les acteurs s'approprient le modèle et que celui-ci s'enrichisse des retours d'expériences de sa mise en œuvre sur le terrain. C'est pourquoi nous avons fait évoluer la gouvernance afin de pousser encore plus loin la collaboration et la coopération que nous avons déjà initiées lors de l'étude avec les acteurs du domaine. Nous avons pour cela créé un outil, le comité consultatif, qui regroupait tous ceux qui souhaitaient participer à la démarche. Nous l'avons structuré en 4 groupes (éditeurs, opérateurs, constructeurs, conseils) et nous leur avons proposé de participer à des groupes de travail thématiques afin de traiter certaines demandes d'évolution très techniques ou spécifiques. L'idée est de partager les différentes expertises de chacun afin de dégager des consensus. Nous rajouterons prochainement une cinquième catégorie, les maîtres d'œuvres, même s'il existe une certaine porosité entre maîtres d'œuvres et concepteurs ou constructeurs.

Une dizaine de rencontres ont été organisées depuis début sept, sur un format très dynamique (des visioconférences de 2 heures) avec une réelle implication des participants. C'est un vrai défi de regrouper des personnes issues de structures différentes et de dégager des consensus sur des points très techniques qui engagent ces acteurs.

Ceux qui veulent en savoir plus sont invités à participer à l'atelier GraceTHD où l'accent sera mis sur des retours d'expériences variés illustrant la mise en œuvre du modèle (collectivités, opérateurs, maîtres d'œuvres, constructeurs, et éditeurs qui adaptent leurs logiciels pour pouvoir faire des imports-exports au format GraceTHD).

LES COLLECTIVITÉS S'ENGAGENT POUR GRACETHD

- Partenaires institutionnels
 - CDC, Agence du numérique
 - CEREMA
 - COVADIS
- Collectivités partenaires
 - 2015 : 3 régions, 4 départements
 - 2016 : 4 régions, 12 départements
 - 2017 : 5 régions, 15 départements
- L'AVICCA poursuit le portage pour 2017 en attendant une reprise par une structure nationale à partir de 2018



Les collectivités s'engagent pour GraceTHD

À l'issue de l'étude et afin d'assurer la pérennité du modèle sans risque de le voir diverger faute de pilotage, l'AVICCA a proposé aux collectivités volontaires de porter le projet durant la première année d'exploitation, en 2016. Durant cette phase, les partenariats institutionnels autour de l'étude ont tous été maintenus (Caisse des Dépôts, Agence du Numérique, CEREMA, COVADIS...) et les partenariats ont été étendus à de nouvelles collectivités qui passaient en mode projet et étaient donc particulièrement intéressées pour adhérer à la démarche.

Mais au terme de cette première année d'exploitation, nous avons fait le même constat que l'année précédente, c'est-à-dire que, malgré une volonté affichée des autorités nationales (Arcep, Agence du Numérique...) de structuration du secteur (groupe Interop'fibre, BAN...), aucun organisme national n'est en mesure de prendre le relais pour 2017. L'AVICCA se propose donc de poursuivre le portage pour 2017, en élargissant encore le cercle des contributeurs et en accentuant les échanges au niveau national afin qu'une solution pérenne se dégage à partir de 2018.

Cette carte représente les collectivités partenaires avec en bleu foncé les collectivités qui ont participé à nos travaux dès le début et en plus clair celles qui, nous l'espérons, viendront nous rejoindre l'année prochaine. Je les remercie, en particulier Mégalis, Manche Numérique, Nord-Pas de Calais La Fibre Numérique, Touraine Cher Numérique, Oise THD, l'Alsace et encore Gironde Numérique, car c'est grâce à elles que nous avons pu faire ce modèle.

Pour conclure, je voulais juste rappeler que GraceTHD est un des outils permettant de maîtriser les données issues de ces réseaux. C'est une assurance sur le long terme en quelque sorte de garder la maîtrise de ce patrimoine.

Parmi les 4 projets présentés au cours cette première table ronde, 3 ont déjà adhéré à la démarche : le Nord - Pas-de-Calais, l'Isère et la Moselle.